

# LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

*Tome III – Jurisprudence*

*Deuxième et troisième parties : L'État*



**François LUCHAIRE**

*Président honoraire de l'Université de Paris I  
Ancien membre du Conseil constitutionnel*

567 D

2<sup>e</sup> édition refondue

# Table des matières <sup>1</sup>

---

Avants Propos

<b>DEUXIÈME PARTIE — L'État ; ses caractères .....</b>	<b>1 à 205</b>
<b>Chapitre I : L'État républicain.....</b>	<b>3 à 38</b>
I. Qu'est ce que la République ?.....	3 à 6
II. Une République indivisible .....	7 à 19
A. Les textes.....	7 à 12
B. L'indivisibilité s'oppose au fédéralisme .....	13 et 14
C. L'indivisibilité ne s'oppose pas à la sécession .....	15 et 16
III. Une République laïque : de l'ignorance à la reconnaissance.	20 à 23
IV. Une République démocratique.....	24 à 32
A. La démocratie et le suffrage .....	25 et 26
B. La démocratie et le fonctionnement des institutions .....	27
C. La démocratie et l'expression des courants d'opinions ....	28 et 29
D. La démocratie et les partis politiques .....	30 à 32
V. Une République Sociale .....	33 à 37
A. La conciliation avec la propriété.....	33 à 35
B. L'intérêt social.....	36 et 37
<b>Conclusion du chapitre I.....</b>	<b>38</b>
<b>Chapitre II : L'État souverain.....</b>	<b>39 à 76</b>
I. Qu'est ce que la souveraineté ? .....	40 à 46
A. Les textes.....	40 et 41
B. Pouvoir illimité de commandement ou addition de compétences ?.....	42 à 46
II. Limitations et transferts de souveraineté .....	47 à 49
A. L'évolution de la jurisprudence .....	48 et 49

---

1. Les chiffres renvoient aux numéros et non aux pages.

B. Les conditions essentielles de l'exercice de la souveraineté nationale.....	50 à 57
C. Les conditions de réciprocité .....	58 et 59
III. Les rapports entre le droit international et le droit interne.....	60 à 75
A. L'autorité supérieure des Traités ou Accords.....	61 à 67
B. Extension au droit dérivé .....	68 à 70
C. Les rapports entre le droit international et la constitution .....	71 à 74
D. Le problème de la coutume internationale.....	75
<b>Conclusion du chapitre II.....</b>	<b>76</b>
<b>Chapitre III : L'État européen .....</b>	<b>77 à 138</b>
I. La distinction des ordres juridiques .....	78 et 79
II. L'évolution de la jurisprudence.....	80 à ?
A. Les premières décisions .....	80 à 85
B. Le Traité de Maastricht.....	86 à 86
a. La première décision .....	86 à 91
b. La deuxième décision.....	92 à 94
c. Les décisions ultérieures .....	95 et 96
C. Le Traité d'Amsterdam.....	97 à 104
a. Les raisons d'une inconstitutionnalité.....	98 à 100
b. Les raisons de la constitutionnalité .....	101 à 105
III. Souveraineté nationale et Union Européenne .....	106 à 110
A. Respect de la souveraineté nationale .....	106 à 108
B. Conséquences des transferts de compétences.....	109 et 110
IV. La participation des États aux décisions communautaires .	111 à 127
A. Le Gouvernement.....	112 et 113
B. Le législateur .....	114 à 121
C. Le juge.....	123 à 127
V. L'autorité du droit communautaire .....	128 à 136
<b>Conclusion du chapitre III.....</b>	<b>137 et 138</b>
<b>Chapitre IV : L'État décentralisé ? .....</b>	<b>139 à 205</b>
I. Décentralisation territoriale et décentralisation par services .....	139 à 146
II. La libre administration des collectivités territoriales .....	147 à 163
A. Quelles sont les collectivités territoriales ? .....	148 à 150
B. Que faut-il entendre par conseils élus ?.....	151 à 154
C. Que faut-il entendre par administration ? .....	155
D. Que faut-il entendre par libre administration ?.....	156 à 163
III. Les limites constitutionnelles .....	164 à 168
IV. Les départements d'outre-mer .....	169 à 182
A. Que faut-il entendre par départements d'outre-mer ?.....	170 à 173
B. Que faut-il entendre par régime législatif ? .....	174 et 175
C. Que faut-il entendre par organisation administrative d'un département d'outre-mer ? .....	176 et 177
D. Que faut-il entendre par mesures d'adaptation nécessitées par leur situation particulière ?.....	178 à 180

E. L'évolution du statut.....	181 et 182
V. Les territoires d'outre-mer.....	183 à 205
A. Que faut-il entendre par territoire d'outre-mer ?.....	184
B. Que faut-il entendre par organisation particulière et par statut ?.....	185 à 191
C. Le régime législatif.....	192 à 203
D. L'évolution du statut.....	205
<b>Conclusion du chapitre IV.....</b>	<b>205</b>
<b>TROISIÈME PARTIE – Partie : L'État, ses organes.....</b>	<b>206 à 495</b>
<b>Chapitre I : Le citoyen.....</b>	<b>207 à 229</b>
I. Sa souveraineté.....	207 et 208
II. Ses pouvoirs.....	209
A. La formation des lois.....	210
B. Le suffrage.....	211 à 231
C. Les contributions publiques.....	214 à 219
D. L'extension aux non-citoyens.....	220
III. Le concours des partis et groupements politiques.....	221 à 223
IV. La représentation des citoyens.....	224 à 297
<b>Chapitre II : la séparation des pouvoirs et la séparation des autorités.....</b>	<b>230 à 297</b>
I. La séparation des pouvoirs.....	231 à 238
A. Que faut-il entendre par pouvoirs publics ?.....	231 et 232
B. La protection du législatif et de l'exécutif.....	233 et 234
C. La protection du pouvoir juridictionnel.....	235 à 238
II. La séparation des autorités administratives et judiciaires ..	239 à 247
<b>Chapitre III : Le Pouvoir Exécutif.....</b>	<b>248 à 284</b>
I. Nomination et responsabilité.....	249 à 253
II. Les missions de l'État.....	254 et 255
III. Les compétences du Président de la République.....	256 à 273
IV. Les compétences partagées entre le Président de la République et le Premier ministre.....	267 à 273
A. La nomination aux emplois publics.....	268
B. Le pouvoir réglementaire.....	269 à 273
V. Les compétences du Premier ministre.....	274 à 284
<b>Chapitre IV : Le pouvoir législatif.....</b>	<b>285 à 326</b>
<i>Section I : Le statut des parlementaires.....</i>	<i>286 à 308</i>
I. Inéligibilités.....	289 à 292
II. Incompatibilités.....	293 à 295
III. Remplacement des parlementaires.....	296 à 299
IV. Cumul - Indemnité.....	300 et 301
V. Immunité.....	302 et 303

VI. Droit de vote.....	304 à 306
VII. les groupes parlementaires .....	307 et 308
<i>Section II : Organisation du Parlement.....</i>	<i>309 à 326</i>
I. Le bureau, les commissions et délégations .....	310 à 315
II. Sessions et séances - ordre du jour .....	316 à 326
A. La session ordinaire .....	317 à 320
B. Les sessions extraordinaires .....	321 à 323
C. Ordre du jour .....	324 à 326
<b>Chapitre V : Le domaine de la loi.....</b>	<b>327 à 378</b>
<i>Section I : Etendue</i>	
I. Les interprétations de la répartition des compétences .....	329 à 345
A. La distinction entre règles et principes généraux.....	330 à 336
B. La dénaturation des règles ou principes fondamentaux.....	337 et 338
C. Les conséquences du droit antérieur à la constitution ....	339 à 341
D. Les contradictions .....	342 à 345
II. Effets de la répartition des compétences.....	346 à 358
A. Les ordres de juridiction .....	347 et 348
B. Les catégories d'établissements publics .....	349 et 350
C. L'appréciation du caractère fondamental.....	351 et 352
D. Les avis des organes consultatifs .....	353 à 358
<i>Section II : Limitations .....</i>	<i>359 à 378</i>
I. La hiérarchie des normes .....	360 à 362
II. Les erreurs d'appréciation .....	363 à 366
III. La modification des lois antérieures.....	367 à 369
IV. L'incompétence négative .....	370 à 372
V. L'absence d'intérêt général .....	373 à 376
VI. Limitations en matière financière .....	3787 et 378
<b>Chapitre VI : Les rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif .....</b>	<b>379 à 463</b>
<i>Section I : La fonction législative .....</i>	<i>380 à 414</i>
I. Initiative des textes .....	381 à 385
A. L'initiative du Premier ministre .....	381 et 382
B. L'initiative des parlementaires .....	383 à 385
II. La discussion du texte .....	386 à 389
A. L'inscription à l'ordre du jour .....	386
B. L'examen en commission .....	387 à 389
III. L'adoption du texte .....	390 à 399
A. La procédure normale .....	390 à 394
B. Les procédures abrégées ou simplifiées .....	395 et 396
C. Les nouvelles délibérations .....	397 à 399
IV. Les amendements au texte .....	400 à 409
V. Les lois organiques .....	410 à 414

<i>Section II : La fonction financière</i> .....	415 à 445
I. Les lois de finances .....	416 à 441
A. La procédure .....	417 à 423
B. Le contenu .....	424 à 429
C. Les obligations de législateur .....	430 à 439
D. Règles spécifiques aux lois de finances rectificatives.....	440
E. Règles spécifiques aux lois de règlement.....	441
II. Les lois de financement de la sécurité sociale.....	442 à 445
<i>Section III : La fonction de contrôle</i> .....	446 à 460
I. Les questions.....	448 à 451
II. Les commission d'enquête .....	452 à 454
III. L'engagement par le gouvernement de sa responsabilité.....	455 et 456
IV. La motion de censure .....	457
V. L'engagement de la responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte .....	458
VI. Les débats sans vote .....	459 et 460
<i>Section IV : La dissolution</i> .....	461 à 463
<b>Conclusion des chapitres III à VI</b> .....	464
<b>Chapitre VII : Le pouvoir juridictionnel</b> .....	465 à 498
I. L'indépendance .....	467 à 472
II. Les magistrats.....	473 à 484
A. Inamovibilité des magistrats du siège .....	474 à 477
B. Le statut de la magistrature.....	478 à 481
C. Le Conseil supérieur de la magistrature .....	482 à 484
III. Les juridictions .....	485 à 497
<b>Conclusion du chapitre VII</b> .....	498
<b>Conclusion générale</b> .....	499 à 503

Bibliographie

Table analytique

Table des matières